



Le 16 octobre se sont réunis à Grigny dans l'Essonne les premiers Etats Généraux de la politique de la ville. A l'initiative du mouvement Bleu Blanc Zèbre, de l'Association des maires Ville et Banlieue et de Villes de France, cette journée a réuni près de 250 maires et des acteurs de la politique de la ville et a été clôturé sur un appel à intensifier les efforts en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Dans un contexte difficile pour les maires des quartiers de la politiques de la ville - baisse des crédits de la politique de la ville, suppression d'emplois aidés, baisse des APL - cet appel constitue "le point de départ du rétablissement du dialogue, d'un travail avec le gouvernement, et de moyens prioritaires pour les quartiers populaires".

En ce sens, il demande des mesures préalables d'urgence concrètes avant le budget 2018. 10 sont proposées et détaillées dans l'appel :

1. La suspension immédiate de la réduction des contrats aidés, leur maintien et leur renouvellement ;
2. Le rétablissement immédiat des financements de la politique de la ville, réduits au cours de l'été ;
3. La création d'un fonds d'urgence immédiat doté de 100 millions d'euros pour 100 quartiers parmi les plus en difficulté « tout en préservant les 150 millions de la dotation politique de la ville » ;
4. Le doublement du budget de la politique de la ville à 1 milliard d'euros « pour relancer l'expérimentation et simplifier le soutien à la vie associative » ;
5. Le fléchage de manière transparente des moyens de la formation professionnelle (2 milliards d'euros sur les 15 milliards annoncés) dans les QPV ;
6. Le rétablissement et le renforcement dans les « territoires les plus fragiles » des effectifs de police et de justice ;
7. La désignation d'un ministre de la Ville ayant rang de ministre d'Etat ;
8. La désignation d'un président de l'ANRU ;
9. Le lancement de « territoires d'expérimentations de projets et de reconquête républicaine » ;
10. La création d'une plateforme nationale de recensement des solutions et initiatives issues des quartiers.

Ensuite, l'appel demande un plan national de solidarité, établi dans un délai de 3 mois. Une réunion des Etats Généraux se tiendra chaque mois pour définir un "plan structuré, crédible, transparent, solide et raisonnable" et suivre l'avancée de leurs propositions. Les prochains Etats Généraux sont fixés le 24 novembre à Paris, le lendemain du Congrès des Maires, à Roubaix en décembre et à Mulhouse en janvier.

Tous les ans, un rapport sera fait par le Ministre de la Ville sur les points d'avancée de chacun des ministères et de chacune des autres institutions indispensables à la réussite du plan (collectivités, partenaires sociaux...). Il demande également qu'un débat ait lieu chaque année au Parlement.

Sources : [Ville et Banlieues](#) [1], [Maire-info](#) [2], [Localtis](#) [3]

crédits photo : © localtis

Type d'actualites: [Information générale](#) [4]

Dates: Jeudi 26 octobre 2017 - 02:00

Thématiques: [Politique de la ville - DSU](#) [5]

Publié le 26 octobre 2017

URL de la source (modifié le 12/12/2017 - 17:10): <https://www.irev.fr/actualites-0/etats-generaux-de-la-politique-de-la-ville-les-maires-lancent-un-appel>

Liens

[1] <http://www.ville-et-banlieue.org/appel-de-grigny-suite-aux-etats-generaux-de-politique-de-ville-16-octobre-2017-22913.html>

[2] <http://www.maire-info.com/article.asp?param=21180&PARAM2=PLUS>

[3] <https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer/?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250279903001&nl=1>

[4] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/4316>

[5] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3692>